

Les clignotants repartent, sauf l'emploi

• Le chômage toujours en hausse chez les jeunes et les diplômés

• La décompensation réduit le déficit budgétaire

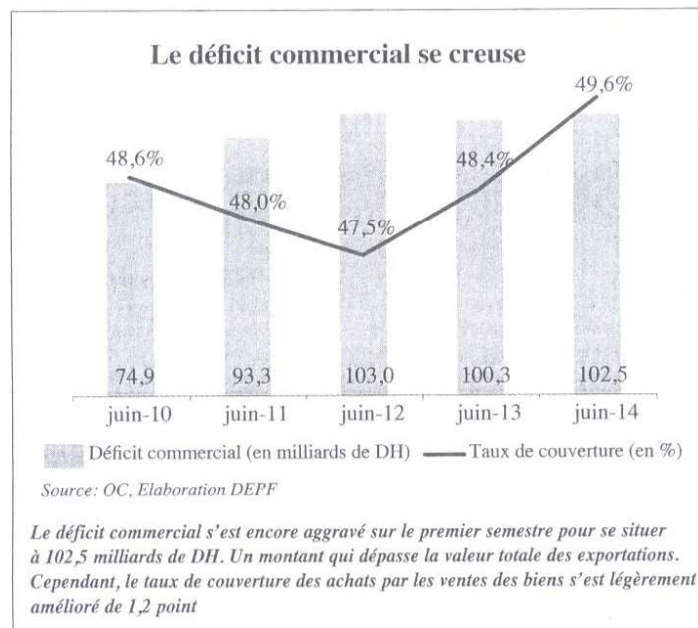
• Mais le train de vie de l'Etat reste sur un trend haussier

BILAN globalement positif au terme du premier semestre. Les indicateurs de l'économie affichent en effet, soit une reprise soit une tendance à la consolidation. C'est le cas de la croissance, du repli du déficit budgétaire et de la maîtrise de l'inflation. Le redressement qui se confirme de la demande extérieure adressée au Maroc est aussi de nature à produire ses effets sur la balance des paiements. Et déjà, à la mi-juillet dernier, «les réserves internationales sont passées à 21 milliards de dollars contre 18 milliards à la même période de 2013», note le FMI. Ce sont entre autres indicateurs qui ont décidé d'ailleurs l'institution de Breton Woods à renouveler sa ligne de précaution et de liquidité (LPL) au profit du Royaume. (Voir notre édition du jeudi 31 juillet). Une ligne qui devrait surtout prémunir le Maroc contre les chocs externes qui restent présents dans ce contexte de turbulences géopolitiques et dont l'impact risque d'alourdir la facture énergétique.

Dans le détail, le HCP anticipe une évolution favorable de la croissance lors de ce troisième trimestre à 3%. Ceci, après une hausse de 2,4% au terme du second trimestre. Elle sera surtout tirée par les activités exportatrices, telles la confection, l'industrie automobile et l'aéronautique qui devront bénéficier d'une augmentation de plus de 3% de la demande mondiale adressée au Maroc.

Le HCP prédit également une hausse, lors du trimestre en cours, de la contribution de la consommation finale à la croissance. Celle-ci devrait être plus soutenue: 3,7%. Un niveau qu'explique le HCP par le bon comportement attendu des activités non agricoles et l'amélioration des revenus salariaux dans une conjoncture de prix modérés.

Orientée à la baisse depuis l'été 2013, l'inflation a sensiblement ralenti à fin juin. Ce trend baissier, qui devrait se poursuivre les prochains mois, s'explique par le repli de 1,1% des prix de produits alimentaires, en particulier les fruits et légumes. En revanche, les produits non



agricoles ont augmenté de 1,3% en glissement annuel.

Mais ces tendances positives n'ont pas produit d'effet remarquable sur l'emploi. Les données du HCP font état d'une légère augmentation du taux de chômage national de 0,2% en rythme trimestriel pour atteindre 1,13 million de chômeurs hors saisonniers. Ceci, bien que l'effectif de la main-d'œuvre active a également enregistré une légère hausse. De fait, le taux de chômage s'est stabilisé à 9,6% avec une hausse de 1,2% dans les villes (14,2%) et moins de 1% dans les campagnes (4,4%).

Mais comme signalé, les activités exportatrices devraient tirer la croissance quelque peu vers le haut. Or, comment s'est comporté le commerce extérieur? Selon les données de l'Office des Changes, le déficit commercial s'est encore aggravé sur le premier semestre pour se situer à 102,5 milliards de DH. Un montant qui dépasse la valeur totale des exportations. Cependant, le taux de couverture des achats par les ventes des biens s'est légèrement amélioré de 1,2 point pour atteindre 49,6%. Cette évolution s'explique par la hausse de la valeur des exportations à un rythme dépassant celui des importations. Elle résulte pour l'essentiel des nouveaux secteurs. Par contre, les phosphates et dérivés continuent de subir de plein fouet les effets de la chute des cours et de la faible demande mondiale. Parallèlement, les transferts des MRE ont pratiquement stagné à 27,5 milliards de DH alors que les flux nets des IDE ont chuté de 17,5% à 11,6 milliards de DH.

La note d'optimisme vient toutefois

de l'exécution du budget et de la maîtrise des dépenses.

A fin juin, les recettes ordinaires ont augmenté de 3,6% par rapport à la même période de 2013. Signe de reprise des affaires, la hausse provient, selon le Trésor, des impôts directs à raison de 4,2%, des impôts indirects pour 2,7%. En face, la TGR relève une réduction des dépenses globales de 2,9%. Ceci, bien que les charges du personnel, des biens et services ainsi que celles des intérêts de la dette se sont inscrites en hausse plus ou moins prononcée. L'explication tient surtout au plongeon de 46,7% des émissions au titre de la compensation. Du coup, le déficit du Trésor s'est établi à 23,6 milliards de DH contre 36,9 milliards à fin juin 2013. □

A. G.